

# Les Nouvelles

Mensuel édité par la  
Fédération de  
Loire-Atlantique du  
Parti Communiste  
Français

## de Loire-Atlantique

Pour tout Renseignement  
02 40 35 03 00  
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 1020

9 avril 2018

prix : 0,70 €

# 19/20 MAI 2018

## PARC PAYSAGER de SAINT-NAZAIRE



# La Fête!

rebelle et fraternelle

### L'édito de Michelle PICAUD : La santé, notre bien commun



Il est naturel, si l'on peut dire, que l'ensemble des professionnels de la santé soit sensible et très soucieux de la qualité de l'environnement, parce que les questions écologiques ont évidemment des incidences nombreuses sur la santé de la population.

Chacun est bien convaincu que de nombreuses pathologies seraient moins développées si on luttait en amont et avec succès contre les pollutions les plus diverses. Sur notre bassin d'emploi, l'Observatoire de la Santé révèle des chiffres inquiétants : 22% de cancers et 8% de maladies cardio-vasculaires de plus qu'ailleurs en France pour les moins de 65 ans ! D'ailleurs, de nombreuses associations, telle l'APPSTMP44 (Association

pour la Protection de la Santé au Travail des Métiers Portuaires), luttent pour obtenir la reconnaissance comme maladies professionnelles des diverses pathologies constatées ainsi que la réparation des préjudices subis. La situation va continuer à se dégrader. Après les attaques portées aux inspecteurs et aux médecins du travail, la loi travail a fait disparaître les CHSCT si décisifs sur les enjeux de santé et de sécurité. Quels outils reste-t-il aux salariés, quels moyens de prévention pour la santé au travail aujourd'hui ? Face à ce constat, une question se pose : comment innover dans l'entreprise en intégrant les enjeux de la transition écologique ? Les salariés sont très souvent porteurs de projets à l'instar de ceux de la centrale de Cordemais. Selon le syndicat CGT, il est possible de traiter les fumées chargées de gaz carbonique avant de les libérer dans l'air que nous respirons.

Pour assainir cet air, pour changer le CO2 en oxygène, il faut faire travailler la nature... Comment ? En utilisant les micro-algues marines qui captent 90 % du CO2, cette technologie a déjà été traitée avec succès par une entreprise guérandaise. Il faudrait maintenant passer à la phase industrielle à Cordemais. Pour cela, il faut investir. Fabien Gay, qui a rencontré les salariés de la centrale mi-janvier, a porté cette exigence auprès des ministères concernés...

Nicolas Hulot, le pourtant médiatique ministre de l'environnement, reste muet à ce jour ! Mais nous enregistrons avec satisfaction une première déclaration de la Région qui se dit favorable à ce projet écologique et industriel. En guise de conclusion provisoire on peut constater que les visites des élus communistes ont quelques incidences positives, qu'en serait-il s'ils étaient plus nombreux ?

### La France en lutte



La convergence en marche 2

### Dossier

Les cahiers  
du progrès social

SERVICES  
PUBLICS

Mettre fin à l'austérité  
et à la casse  
des services publics



L'hôpital en question 3

### Saint-Nazaire



Très chère cité sanitaire 5

### L'ADECR 44



Interpelle le Gouvernement 7

### Une jeunesse bernée



La sélection à l'université 8

## La « shooting génération » défie Washington !

« Combien d'autres avant que ce soit notre tour ! » pouvait-on lire sur les banderoles déployées le 24 mars dernier à Washington, lors de la plus grosse manifestation de l'histoire des Etats-Unis contre les armes à feu. En 2017, en Grande-Bretagne 8 morts lors de fusillades, 48 au Japon, ... 10 728 aux Etats-Unis ! Cherchez l'erreur ! Voilà pourquoi c'est une véritable marée humaine, d'un million de personnes, essentiellement des jeunes qui a déferlé, pour faire pression sur le capitole là où siègent les élus du Congrès. Le déclic ? La tuerie de Parkland le 14 février, dans un lycée de Floride où un ancien étudiant a massacré 17 élèves et enseignants avec un fusil d'assaut AR-15 acheté en toute légalité.

Au total près de 800 marches ont été organisées sur l'ensemble du territoire américain, pour dénoncer le lobby de la NRA, qui arrose les élus notamment républicains pour qu'ils favorisent leur commerce. Mais « les temps changent », en 2020 la quasi-totalité des participants à cette démonstration historique sera en âge de voter.



# La France en lutte

2

## Une convergence nécessaire

Entre les mouvements dans les maisons de retraite, à l'université, dans les hôpitaux, les actions de solidarité avec les migrants, les journées de mobilisation des fonctionnaires et des cheminots, sans compter les multiples journées de grève dont la presse ne se fait l'écho dans les petites boîtes du département, le mécontentement est large et profond.

Une fois de plus, après Sarkozy et Hollande, la politique libérale menée par E. Macron entend faire vaciller le model social français et les acquis sociaux. Le gouvernement entend, à travers sa politique, détricoter la France et son maillage territorial en livrant tout entier le pays aux marchands et au marché.

Mais, tout un ensemble de mobilisations, ces dernières



semaines, se développe un peu partout dans le pays, reste comme le faisait valoir Igor Zamichieï du PCF lors des Etat Généraux du mouvement social à « montrer qu'il y a dans ces mobilisations des propositions qui peuvent unir très largement, dans le respect du rôle de chacun, les forces syndicales, politiques et associatives, qui portent une alternative crédible à la politique d'Emmanuel Macron ».

Les dernières grandes journées de mobilisation dans le département ont été un succès, si elle sont le début d'une prise de conscience, il y a encore un chemin nécessaire pour arriver à la prise de conscience collective des responsabilités du capitalisme. Pour autant, la volonté d'en découdre est là, petit tour d'horizon...

## Dans la locomotive des luttes

Le 22 mars, pour la défense des services publics et de la SNCF, les cheminots pilotaient la locomotive des cortèges qui sillonnaient les avenues des villes de France. Un train de 400 000 manifestants a sillonné les avenues du pays, déjouant les tentatives de division.

Prenant prétexte d'un endettement réel de la SNCF et du refus de l'Etat de l'éponger alors qu'il en est pour l'essentiel à l'origine, le gouvernement et la direction SNCF veulent imposer une ouverture à la concurrence dans une nouvelle réforme du ferroviaire. Ils rabâchent les mêmes arguments qu'au moment de la libéralisation du Fret ferroviaire, il y a 10 ans : les vertus de la concurrence pour les usagers. Pourtant tous les exemples en Europe ont démontré son inefficacité : les collectivités payent plus pour un service de moins bonne qualité. Aux propositions argumentées de la CGT, direction et gouvernement « répondent » par l'autoritarisme et une campagne médiatique mensongère. Ainsi les cheminots seraient des privilégiés... Faut-il en rire ou en pleurer tant c'est caricatural ? Si l'on en croit la longueur des cortèges de manifestants, l'intox ne prend pas !

Les faits, ce sont 18 500 emplois supprimés à la SNCF entre 2006 et 2015, et l'annonce d'en supprimer 28 000 autres d'ici 7 ans ! C'est aussi l'abandon de lignes TER, la multiplication des camions et bus, des territoires désertifiés, un environnement dégradé. L'asphyxie du service public et l'ouverture au privé, à la recherche du profit. Contrairement à ce que diffuse la propagande gouvernementale, les cheminots (et la CGT en particulier) sont ouverts à des changements : ce n'est pas d'aujourd'hui qu'ils formulent des propositions novatrices et viables pour le développement et la modernisation de la SNCF (voir sur le site internet : [www.cgtcheminot.fr](http://www.cgtcheminot.fr)) ...

Mais bien sûr, ces propositions ont pour destination le bien public, pas les appétits financiers de ceux qui ne prennent qu'exceptionnellement le train !

Pour l'heure les cheminots avec leurs syndicats appellent à des journées de grève de deux jours sur cinq dans le prolongement de la journée du 22 mars et de celles des 2 et 3 avril. Le soutien des usagers est déterminant dans ce bras de fer vital pour le service public.



## Retraités actifs dans les luttes

Face aux mesures régressives du gouvernement Macron les retraités se mobilisent de plus en plus. Ils participent aux mouvements pour la justice sociale et fiscale, comme le 15 mars dernier, mais aussi en accompagnant activement les diverses luttes pour la défense des services publics tels que les hôpitaux, les Ehpad, la SNCF, etc. Les retraités : une force qui compte dans le paysage social qui se construit dans ces luttes.

Selon Macron and C° les retraités seraient des privilégiés (comme les cheminots, autre mauvaise blague de Macron !). Ils devraient donc accepter des sacrifices au bénéfice des actifs, ne serait-ce pas plutôt pour le profit des financiers ? Leur situation, c'est le blocage des pensions, l'indexation des retraites sur les prix et non sur les salaires, l'allongement de la durée des cotisations, la suppression de la demi-part aux veuves et aux veufs, la contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie, et dernièrement la hausse de la CSG. C'est injuste et cela aggrave les inégalités. Les retraités sont maltraités !

Ces réformes régressives ne frappent pas que les retraités mais, par ricochets, doivent alerter les actifs qui, si ces mesures étaient maintenues, devraient par prudence compenser par une épargne privée... Sous les applaudissements des spéculateurs !!

Certes, il s'agit de faire face aux défis posés par les évolutions démographiques, mais on ne construit pas l'avenir en faisant table rase des acquis, il faut réaffirmer les principes d'une solidarité intergénérationnelle pour aller vers un progrès de civilisation.

## Un grand plan national pour les EHPAD

Le 30 janvier dernier les personnels des EHPAD se sont mobilisés pour des conditions de travail décentes, indispensables pour dispenser des soins de qualité et humains aux personnes âgées. Soigner l'humain, cela mérite un peu de temps, un peu de délicatesse, un peu d'égards, surtout lorsqu'il s'agit des plus fragiles. Cela demande des moyens à la hauteur. Or le compte n'y est pas ! Le gouvernement a été contraint de rallonger le budget de la prise en charge de l'autonomie mais il confirme la poursuite de la réforme du financement des EHPAD et de la tarification dont les organisations salariales demandent l'abrogation.

Les EHPAD publics souffrent de cette austérité comme l'ensemble des services publics et entreprises publiques. Le secteur privé quant à lui se porte bien : trois groupes cotés en Bourse concentrent 65 % des lits du secteur et ont entrepris de se déployer à l'étranger. Un autre propose des résidences de luxe pour seniors, inaccessibles à la majorité de nos concitoyens. Les uns comme les autres, poussés par la frénésie du rentable, s'inscrivent dans une logique marchande là où il faut, au contraire, développer l'humanité.

C'est ce retour à l'humain qu'exigent les salariés des EHPAD. Un grand plan national pour les EHPAD doit s'imposer pour offrir à nos seniors un accueil et des soins dignes et aux personnels les moyens de leurs missions.

## Réforme de l'Université et du Lycée L'épreuve de la sélection sociale



Le nouveau bac que veut imposer le gouvernement Macron renforcera la sélection sociale. Son objectif n'est pas de répondre à l'augmentation du nombre d'étudiants (+1.9%) à l'université alors que les exigences de formations sont de plus en plus élevées. Ce nouveau bac comme la loi sur la sélection à l'université (ParcoursSup) permettront au pouvoir de supprimer des postes à l'éducation nationale (moins 2600 postes cette année), d'aggraver la concurrence entre les universités, de hiérarchiser les parcours d'études, au détriment des étudiants socialement défavorisés.

Il faudrait aujourd'hui deux milliards par an pour rattraper les retards dans l'enseignement supérieur alors que Macron n'en prévoit qu'un pour tout le quinquennat ! Des lycées aux universités monte un mouvement revendicatif prometteur.

# SERVICES PUBLICS

Mettre fin à l'austérité  
et à la casse  
des services publics

ÉTATS  
GÉNÉRAUX  
DU  
PROGRÈS  
SOCIAL

## L'hôpital public en question



Dans tout le pays, les hôpitaux publics sont malades. Pas une semaine ne se passe sans que les alertes ne se multiplient : déficits abyssaux, fermetures de lits, fermetures de services, fermetures d'hôpitaux, externalisations, personnels au bout du rouleau, bâtiments en manque de rénovation...



Un mouvement populaire fort est en train de naître autour de cet enjeu. Les communistes et leurs parlementaires veulent y contribuer, le donner à voir et à entendre. Ils veulent que ce mouvement populaire obtienne des victoires, qu'il devienne irrésistible et que l'aspiration profonde dont il est le témoignage, oblige le pouvoir à prendre des décisions qui ne sont pas inscrites dans ses plans.

Cela est le résultat d'une longue succession de décisions politiques qui s'inscrivent dans un choix constant, celui de la compression forcée des dépenses de santé.

**Réduire les dépenses publiques et sociales est une obsession des gouvernements depuis des décennies, aveuglement, quand l'obsession devrait être de garantir l'égal accès à la santé pour toutes et tous.** La tarification à l'activité qui s'inscrivait dans une

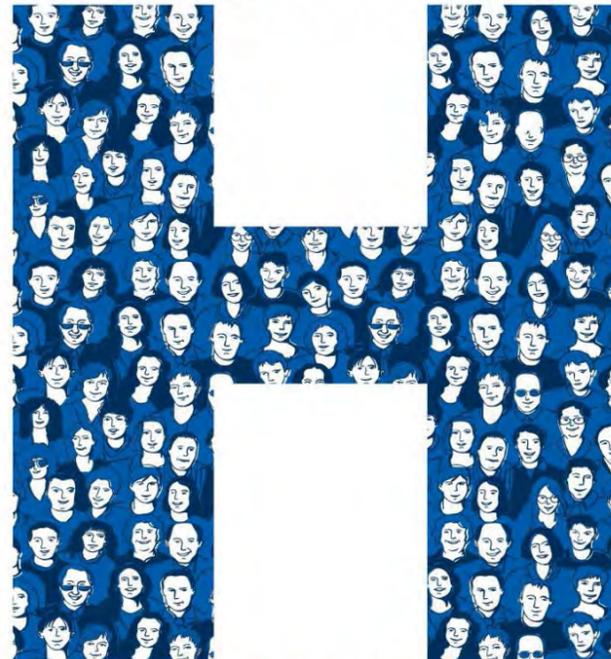
logique de marchandisation de la santé, a produit des dégâts considérables dans l'organisation des services de santé et les priorités d'investissement voire de soins. Il faut en sortir, et investir pour un service public puissant et modernisé, l'un des outils de l'Etat au service de l'humain.



C'est pour cela que les parlementaires communistes ont engagé un Tour de France des hôpitaux et que Laurence Cohen et Michelle Gréaume sont venues en Loire-Atlantique à la rencontre des personnels, des directions et des usagers des centres hospitaliers de Nantes et de Saint-Nazaire, mais aussi, qu'elles ont participé à un débat public sur les question de santé qui a réuni près de 80 personnes à Saint-Nazaire.

Ces rencontres ont été riches pour leur travail parlementaire, il en naîtra forcément une série de propositions fortes afin de redonner à l'Hôpital public et à l'ensemble de ses missions de service public, toutes ses lettres de noblesse.

### Tous concerné.e.s



## L'HOPITAL PUBLIC

Notre bien commun



### Hôpital Public : Respectons L'Humain Michelle Greaume - Sénatrice PCF du Nord



Bien que le Directeur de l'hôpital de Nantes nous ait donné quelques informations et pistes permettant, selon lui, de maintenir un budget « raisonnable » tout en respectant le critère humain, nous ne pouvons ignorer les difficultés rencontrées au sein de nos hôpitaux publics.

En effet, par manque de moyens en personnel, les cadences infernales entraînent l'épuisement, un taux élevé d'arrêts de travail, d'inaptitudes à exercer sa fonction et de mises en invalidité. Un aide-soignant m'expliquait « *avant on se froissait un tendon, aujourd'hui, on se l'arrache* ».

**Partout les difficultés, voire les souffrances rencontrées par les personnels sont visibles.** Ici, c'est le recours de plus en plus fréquent aux emplois précaires, là c'est la fermeture du service de cardiologie par manque de patricien, tandis qu'à l'EPHAD, la suppression des contrats aidés contraint les aides-soignants à occuper des postes d'hôtellerie au détriment de leurs propres missions d'aide et d'assistance aux résidents.

**La fameuse T2A (tarification à l'acte), couplée aux réductions budgétaires, ne permet plus de garantir des services corrects pour les patients.**

Ce qui se passe dans ces trois établissements n'est pas exceptionnel. Nous rencontrons partout les mêmes témoignages et les mêmes situations d'urgence. **C'est aujourd'hui la mission première de l'hôpital public qui est gravement remise en cause, tout comme la dignité et la santé des malades.**

Avec ma collègue Laurence COHEN, Sénatrice, nous nous sommes rendues dans le cadre du Tour de France des Hôpitaux en Loire Atlantique afin d'y rencontrer les personnels, les syndicats, les patients des CHU de Nantes et St-Nazaire ainsi que de l'EH PAD de Ponant.

Dans ces établissements, j'ai été agréablement surprise :

Au CHU de Nantes, de voir des camarades m'accueillir en même temps qu'ils manifestaient pour la sauvegarde de l'hôpital public,

Au CH de St-Nazaire, de constater la solidarité qui existe au sein du personnel : des médecins expliquant leurs difficultés aux côtés des personnels syndicalistes.



Les militants communistes en diffusion devant le CHU de Nantes



Réunion publique à Saint-Nazaire sur les enjeux de santé en présence des deux sénatrices

C'est le nombre de services, d'hôpitaux, de maternités, d'EHPAD... qui sont en lutte dans toute la France.

Devant la colère qui monte dans les hôpitaux et les EHPAD, le ras-le-bol grandissant que nos parlementaires recueillent dans leur Tour de France démarré le 12 février, Edouard Philippe et Agnes Buzyn ont dû annoncer le lancement prochain d'une nouvelle réforme « globale, cohérente, méthodique » de l'ensemble du système de santé.

Mais quand on connaît le goût de ce gouvernement pour l'austérité, la pensée de Mme Buzyn sur les 30% de soins hospitaliers qui ne seraient pas pertinents, **les 4 milliards d'euros en moins en 2018 sur le budget de la santé, dont au moins 1,6 pour l'Hôpital...** le pire est à craindre quand on nous parle d'un vaste plan de « transformation de l'offre de soins et qu'il ne s'agit pas de dépenser plus mais mieux ».



# La « méforme » de la santé



**Le cœur à ses raisons que le profit ignore...**



Au CH de Saint-Nazaire, le service de cardiologie est actuellement dans le rouge à cause du départ d'une partie "importante" de son équipe médicale au cours du dernier trimestre 2017. « Importante » est un bien faible mot face au départ en quelques mois de 7 cardiologues sur 9 ! L'ARS a évoqué la fermeture du service sans mesurer les risques pour les usagers. En effet, comment peut-on envisager un transfert de l'activité sur Nantes alors que l'urgence nécessite souvent une prise en charge immédiate ? D'autant que le service cardiologie du CHU de Nantes est également sous tension avec des délais particulièrement longs pour certaines interventions, une insuffisance de lits de réanimation, des déprogrammations multiples (320 reports de 2017 sur 2018 !).

**GHT = Médecine low-cost**



1er juillet 2016 : la loi Touraine met en place les « groupements hospitaliers de territoire » (GHT). En Loire Atlantique, 13 hôpitaux sont regroupés avec comme « établissement support » le CHU de Nantes. Aucun hôpital ne disparaît, mais plus aucun ne fonctionne seul. Les GHT montrent rapidement leur vrai visage de déstructuration du système de santé en renforçant la fracture sanitaire. Remise en cause de la proximité, restructuration des services hospitaliers sous couvert de projet médical partagé, les GHT servent, en réalité, à fermer des services, des établissements et des lits. Pour exemple, le service cardiologie du CH de Saint Nazaire qui dans le cadre du GHT a obtenu un poste de médecin supplémentaire... à 20% de temps, le reste étant dédié au CHU de Nantes ! Souffrance au travail pour les agents, renoncement aux soins pour les usagers, voilà la réalité des GHT.

**Urgence pour les urgences**

S'il ne fallait retenir qu'une seule chose de la visite des services des urgences de St-Nazaire et de Nantes c'est que celles-ci sont le miroir grossissant de tous les dysfonctionnements de notre système social et de santé. Réceptacles de toutes les angoisses et de toutes les urgences sociales comme médicales, les urgences sont saturées et manquent de moyens en personnel.

Pour illustrer cette tension, il convient de s'en tenir aux chiffres : 12 millions de passages au début des années 2000 contre plus de 20 millions en 2017. Une saturation due au manque de médecins de ville et de coordination de ceux-ci avec l'hôpital, mais aussi et surtout au manque de lits (- 100 000 lits en 20 ans) qui retarde la prise en charge des patients et fait parfois courir de graves risques pour leur santé. **Des médecins témoignent de situations qui portent atteinte à la dignité humaine et à la sécurité des patients.**

Une situation qui, bien évidemment, joue sur le moral du personnel : surcharge de travail, burn-out, absentéisme, où quand les soignants sensés nous soigner sont eux même rendus malades par leurs conditions de travail. Autre facteur d'explication de cette surcharge, la fermeture d'un certain nombre de « petits » services, leur nombre étant réduit à 650 sur l'ensemble du territoire. Le manque de structures médico-sociales accessibles, le manque criant de réponses aux questions gériatriques ou de la fin de vie, retentit sur les urgences.

Les missions de ces services ont aussi beaucoup évolué, il ne s'agit plus seulement aujourd'hui de traiter les cas d'urgences vitales, mais aussi de prendre en charge des pathologies chroniques, de répondre aux problématiques



sociales, sanitaires et à des besoins de santé auxquels les patients attendent souvent des réponses dans l'immédiateté.

Et, de fait, les équipes, au prix d'un investissement individuel et collectif exceptionnel tendent à répondre à toutes ces demandes.

De Nantes à Saint-Nazaire la situation des urgences n'est pas tout-à-fait la même, les urgences de Nantes sont fonctionnelles à l'inverse de celles de Saint-Nazaire : inadap-tées. De même, le manque de personnel ne se fait pas ressentir de la même manière dans les deux établissements. A Saint-Nazaire, la mutualisation urgences/SMUR mobilise 3 personnes en cas d'appel sans effectif supplémentaire. Les brancards sont hors d'âge, les plafonniers sont obturés pour que les patients en attente de lit puissent dormir dans les couloirs, les familles patientent dans des algécos ajoutés sur le parking de cet équipement pourtant récent.

**Le secteur psychiatrique en danger...**

La crise qui traverse la psychiatrie est extrême, conséquence directe d'un raisonnement décisionnel exclusivement économique depuis des années. **La psychiatrie est une discipline particulière qui nécessite des humains, des infrastructures, des moyens adaptés...**

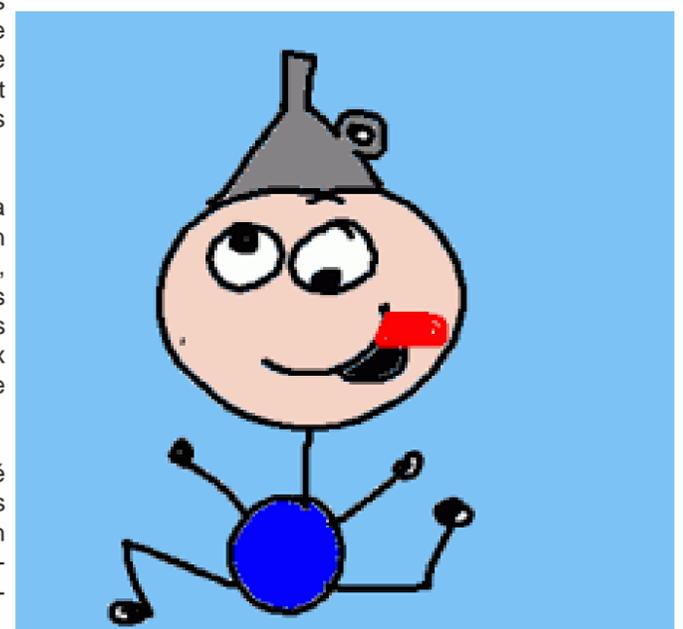
Toutes les expériences de gestion des services de psychiatrie dans les Centres Hospitaliers Généraux ont prouvé que ce fonctionnement était inadapté. La tarification à l'activité (T2A) ne fait qu'aggraver la situation. En effet, les services majoritaires tels la médecine, la chirurgie ou l'obstétrique sont en position de plus en plus difficiles avec ce système, celui-ci n'étant pas compatible avec l'ensemble des problèmes rencontrés dans ces services. Au lieu de poser le problème de l'inadéquation du financement, il est plus simple de puiser dans le budget des services de psychiatrie, qui ont un financement annuel répondant aux exigences déclinées précédemment.

Les GHT sont venus alourdir cette situation qui vise à démanteler la politique de secteur psychiatrique. La création d'un projet partagé entre établissements ne garantit rien, c'est la loi du plus fort qui l'emporte ! Peu importe que des priorités de santé publique telles la prise en charge des adolescents (qui a subi une augmentation de 25% en deux ans sur Nantes) aient été définies, la contrainte budgétaire est prioritaire.

La psychiatrie a une exigence : la relation soignant-soigné est précieuse et la base de toute thérapeutique. Or toutes les lois de santé successives ont abouti à une diminution drastique du personnel soignant, à la fermeture de lits d'hospitalisation, à la fermeture des Centres Médico-Psychologiques (CMP), à l'éloignement des structures de soins.

**Les équipes sont de plus en plus réduites, le rouleau compresseur est activé. Pour les patients et leur entourage, c'est le temps humain qui fait défaut avec l'impossibilité d'être accompagnés dans des démarches spécifiques ou de prolonger un échange !** Cela a également des conséquences sur les professionnels avec une perte de sens de ce qu'est leur métier et une grande difficulté à avoir le sentiment « d'aider comme il faut ».

Surtout que de jour en jour, les missions sont de plus en plus larges avec des moyens de plus en plus contraints et des consignes de plus en plus contradictoires !





## Le CHU de Nantes en chiffre

Le CHU de Nantes est à la pointe de la recherche et se situe parmi les « 10 premiers CHU chercheurs ». Il totalise 2 511 lits, pratique près de 4 000 accouchements et totalise près de 120 000 passages aux urgences par an.

Les points noirs :

215 000 jours d'arrêt de travail cumulés par an consécutifs, liés notamment, aux conditions de travail.

250 employés en attente de reclassement.

Des opérations d'urgence repoussées à quatre mois en cardiologie.

# contre soignants et patients



## La très chère cité sanitaire



En 2012 le centre hospitalier de Saint-Nazaire s'installe sur un nouveau site en partenariat avec la Clinique Mutualiste de l'Estuaire. L'opération se fait par le biais d'un « Partenariat Public Privé ». **Si ce fut sans aucun doute une très bonne opération financière pour le partenaire privé (Eiffage) ça l'est bien moins pour le centre hospitalier de Saint-Nazaire qui se trouve dans une situation financière désastreuse.**

En effet, l'Hôpital public aura payé trois fois le prix de la construction en 20 ans et la somme des loyers pourrait représenter 900 millions d'euros sur 35 ans. Une aberration que dénonce l'ensemble des syndicats du site.

A cela, s'ajoute un bâtiment flambant neuf mais qui regorge de malfaçons et dont la conception ne répond pas aux besoins des professionnels. Cela est parfaitement criant pour ce qui est du service des urgences complètement inadapté.

Une situation financière qui a forcément des conséquences, non seulement sur les investissements que le CH pourrait réaliser, mais plus encore sur les personnels et les patients. Perte de lits, perte de postes de titulaires, conditions de travail déplorables (75 000 jours d'arrêt de travail cumulés

par an), perte de sens pour ce qui concerne les actes médicaux, la situation est non seulement préoccupante financièrement mais aussi d'un point de vue social et médical.

La situation du Centre Hospitalier nazairien est révélateur de ce qui se passe quand seule la gestion financière compte et ce bien avant la mission de service public. L'ARS apporte une aide de 8 millions au CH sur 20 ans mais ne vaudrait-il pas mieux dénoncer ce type de contrat (le PPP) qui tient plus de la demande de rançon que du partenariat.

## Pour une reconnaissance sociale des aidants, il y a urgence

**Le problème des aidants est sérieux et urgent, il est nécessaire de le résoudre.** La crise des EHPAD, renforcée par les inégalités territoriales dans l'accès à la prise en charge des personnes âgées dépendantes et des personnes en situation de handicap, conduit à mobiliser davantage les aidants, dans des conditions où ce qu'ils font, loin d'être reconnu, est sous-estimé, voire souvent déconsidéré. 8,3 millions de personnes aidaient un proche malade, âgé ou handicapé en 2008, selon la DREES, dont 57% de femmes.



professionnels qui œuvrent auprès des personnes en perte d'autonomie. **Cela est d'autant plus nécessaire que les structures d'accueil sont en France très largement insuffisantes et que leur coût en interdit souvent l'accès aux personnes les plus modestes.**

**Les conclusions de cette mission indiquent que le travail des aidants familiaux peut représenter entre 12 et 16 milliards d'euros.** 62% des aidants assument ce rôle parce que c'est un devoir familial, 57% parce que c'est un devoir moral. Si ces personnes assument leur tâche avec fierté, elles subissent de nombreuses répercussions dans leur vie professionnelle, sociale et familiale. Peu d'entre elles ont recours au « congé du proche aidant » instauré en 2016 par la loi ASV (adaptation de la société au vieillissement). En effet, son manque de souplesse est flagrant, sa durée limitée à un an maximum sur l'ensemble de la carrière et il ne donne lieu à aucune indemnisation.

Le texte soumis mettait en avant l'intérêt, y compris financier, pour l'Etat de répondre à cette exigence, la prise en charge d'une personne par ses proches étant d'un coût social bien moindre que dans une structure d'accueil. Malgré l'approbation de la quasi-totalité des groupes de l'Assemblée Nationale, le gouvernement a demandé le renvoi du texte en commission, montrant une nouvelle fois son mépris des plus vulnérables et des associations qui ont soutenu cette proposition de loi. **Pourtant, il y a urgence à répondre de manière responsable et de permettre des avancées sociales à l'opposé du retour en arrière auquel nous assistons.**

## Pas de santé sans sécu !

**Quoi de mieux pour clôturer la première journée de grève pour la défense des services publics le 22 mars dernier ?**

Les militants du PCF de la Chapelle-Erdre et Sainte-Luce-sur-Loire avaient organisé le soir même **un débat, autour du film.**

"La sociale" de Gilles Perret. Plus de soixante dix personnes sont venues échanger, sur les circonstances historiques de 1945-46 de la création de la sécu", malgré 4 ans d'occupation nazie et de collaboration de la droite et du patronat.

**Forts du rapport de force issu de la résistance, de la mobilisation militante et du rôle de la classe ouvrière d'alors, le PCF et la CGT notamment, avec le ministre communiste Ambroise Croizat devaient construire notre système de protection sociale à la française, exemple à ne pas suivre pour l'Europe capitaliste.**

Depuis les droites de tout bord et le MEDEF n'ont eu de cesse de casser cette protection solidaire et démocratique pour revenir à un marché promoteur pour le capital.



**Aujourd'hui, Macron et ses projets de réformes libérales tous azimuts, vise à se débarrasser de la sécu publique, pour la livrer au privé.**

Au terme de la soirée à l'unanimité des présents de sensibilités variées, chacun était motivé pour se mettre en travers de ces projets funestes.



## Un urgentiste face à l'Agence Régionale de santé

« On leur parlait, nous professionnels, de notre vécu : des salles d'attente bondées, pas de lit d'aval, des retards de prise en charge ou des erreurs d'orientation. Ça nous mine, ces difficultés-là. En face, nous avons des technocrates, tout jeunes, mais qui sont formatés dans le moule de la technostructure. »

Dr Patrick Pelloux



# Témoignages



## Les parlementaire communistes au chevet de l'Hôpital Laurence Cohen - Sénatrice communiste



agents. Des syndicalistes et des médecins hospitaliers ont tenu à nous rencontrer pour dénoncer le mal être des 2300 personnels hospitaliers et 250 médecins qui travaillent à l'Hôpital de Saint Nazaire.

On demande beaucoup à l'Hôpital Public, y compris de pallier les manques de la médecine de ville, sans écouter l'expertise de celles et ceux qui y travaillent. Ce n'est plus possible, c'est ce cri qui a retenti à Nantes comme à Saint Nazaire !

Aussi, à partir de ces milliers de témoignages, recueillis lors de notre tour de France des hôpitaux, nous allons :

- Rencontrer la Ministre, Agnès Buzyn, en mai prochain pour lui faire part de ces constats accablants ;
  - Déposer des propositions de lois en réponse aux besoins de terrain ;
- Inviter, début juillet, toutes celles et tous ceux que nous aurons rencontrés, à bâtir, avec nous, un plan d'urgence pour l'hôpital public.

Comme dans tous les territoires, les Hôpitaux publics de Loire Atlantique connaissent des difficultés. Les réformes successives les ont fragilisés et la souffrance au travail des personnels de toutes catégories est palpable. Dévouement, passion pour le métier choisi, sens du service public permettent toutefois de continuer à offrir une qualité de prise en charge aux patient-e-s. Mais ce qui m'a frappée, ce sont les inégalités qui existent entre l'Hôpital de Nantes et celui de Saint Nazaire, confortant les critiques de mon groupe, au Sénat, sur les effets négatifs des Groupements Hospitaliers de Territoire. Si, sur le papier, il existe la volonté de partager des postes de praticiens dans un souci d'égalité des soins, la pratique est bien différente. Le CHU de Nantes semble profiter de son statut de « vaisseau amiral » du GHT (qui comprend 13 établissements) en aspirant les moyens. Mais tout n'est pas idyllique, car il doit aussi faire face aux baisses budgétaires et à la T2A. Alors que pour la 3ème année consécutive, ce CHU reçoit les meilleurs internes, la direction éprouve tout de même beaucoup de difficultés à fidéliser les médecins, du fait d'une mise en concurrence déloyale du privé qui offre des salaires impossibles à suivre pour le public ! Que dire alors de l'Hôpital de Saint Nazaire, moins attractif, quoique flambant neuf ? Empêtré dans un Partenariat Public Privé pour un coût de construction de 296 millions d'euros, ce Centre Hospitalier ne peut pas s'en sortir sans une intervention forte du Ministère de la santé !

Cette situation intenable conjuguée au risque de voir disparaître le service de cardiologie, de devoir faire face à un taux d'occupation des lits à 100%, entraînant des urgences saturées, engendrent souffrance, colère et résignation chez les

Et dans chaque région, nous appelons à tenir des Etats généraux de la santé qui pourraient converger vers une initiative nationale à l'automne.

## La Ville : un acteur du service public de santé

### Marie Annick Benâtre - Adjointe au Maire de Nantes à la Santé, la Précarité, la Grande pauvreté

Être acteur de la réduction des inégalités sociales de santé !

La santé des habitants se gagne à plusieurs : une protection sociale universelle et solidaire performante, un service public de santé d'excellence et de proximité, une politique de prévention ambitieuse, des environnements de vie favorables, un contexte social et économique positif et des actions personnelles pour préserver son capital santé. C'est cet ensemble qui participe à améliorer la santé de tous.

Nous le voyons bien aujourd'hui, un certain nombre d'habitants sont soumis plus que d'autres à des facteurs sociaux et environnementaux défavorables (logement, mobilité, conditions de travail, alimentation...) et leur accès aux soins de santé primaires et à la prévention reste toujours problématique. C'est pourquoi des exigences de service public de santé doivent être partagées avec détermination.

Nantes, est avec 87 autres villes, membre du Réseau Français des Villes Santé. En ce sens, la ville est engagée de façon volontariste à s'attaquer aux inégalités sociales et territoriales de santé. Elle a conservé comme 12 autres villes la santé scolaire, ce qui permet d'être dans la prévention et la promotion de la santé dès le plus jeune âge. Par une politique locale de santé, contractualisée avec l'État et l'ARS, en partenariat avec des associations, des bailleurs, le CHU ... la ville se veut être un acteur de ce service public de santé.



**RENAULT**  
La vie, avec passion

**Renault TWINGO LIMITED**

À PARTIR DE  
**99 €/MOIS<sup>(1)</sup>**  
LLD 49 mois. 1<sup>er</sup> loyer de 1 500 €  
Sans condition de reprise

**EASY PACK** 4 ans d'entretien avec pièces d'usure, de garantie et d'assistance 24h/24 inclus pour 1 €/mois<sup>(2)</sup>

MODÈLE PRÉSENTÉ : RENAULT TWINGO LIMITED SCe 70 AVEC OPTION À 104 €/MOIS<sup>(3)</sup>, 1<sup>ER</sup> LOYER DE 1 500 €.

\* Catégorie Constructeur automobile - Etude BVA Group - Viséé CI - mai à juillet 2017 - Plus d'informations sur [escda.fr](http://escda.fr). \*\* OUVERTURE EXCEPTIONNELLE DIMANCHE 18 MARS selon autorisation. (1) Exemple pour Renault TWINGO Série Limitée LIMITED SCe 70. (1)(3) Location longue durée sur 49 mois/40 000 km maximum. En fin de contrat, restitution du véhicule chez votre concessionnaire avec paiement des frais de remise à l'état standard et des kilomètres supplémentaires. Sous réserve d'acceptation par DIAC, SA au capital de 560 956 000 € - 14 avenue du Pavé-Neuf 93160 Noisy-le-Grand - SIREN 702 002 221 RCS Bobigny. (2) Pack Intégral Renault constitué de l'entretien, des prestations d'usure (hors pneumatiques), de l'extension de garantie constructeur et assistance selon conditions contractuelles sur 49 mois/40 000 km (au 1<sup>er</sup> des 2 termes atteint) inclus dans le loyer pour 1 €/mois. Voir détail de l'offre Pack Intégral en points de vente et sur [renault.fr](http://renault.fr). Offres non cumulables, réservées aux particuliers et valables dans le réseau Renault participant pour toute commande d'une Renault TWINGO neuve du 01/03/2018 au 31/03/2018. Easy Pack : Pack tout inclus. Gamme Renault TWINGO : consommations mixtes min/max (l/100 km) : 4,8/5,6. Emissions CO<sub>2</sub> min/max (g/km) : 110/126. Consommations et émissions homologuées selon réglementation applicable.

Renault recommande **elf**

N°1 SAV 2017 Automobile **RENAULT** SERVICE CLIENT 2018

reault.fr

**CENTRE AUTOMOBILE DE L'ÉTOILE**  
380, route de la Côte d'Amour - Océanis - SAINT-NAZAIRE  
02 40 17 20 20

## Un Marx et ...

Pour le bicentenaire de la naissance de Karl Marx, l'Humanité entre, avec ce hors série aux contributions exceptionnelles, dans le débat toujours aussi intense autour de la pensée et de l'action du grand intellectuel et homme politique allemand.

En plus des 84 pages de dossier, est joint **LE MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE**, ouvrage incontournable !

C'est la lecture ou le cadeau du printemps que vous pouvez vous procurer auprès de la Fédération du PCF44 :

44 rue des Olivettes—Nantes  
02.40.35.03.00



# Culture, idées, sciences

7

## Le Gouvernement veut-il tuer le Grand Ouest ?

### Extraits de l'interpellation au Gouvernement de l'ADEC44



"Notre département et un département dynamique [...]. Cette dynamique de territoire n'est pas seulement un héritage de l'histoire, une conséquence de la géographie ou de l'initiative

privée. Elle s'est aussi construite par l'intervention publique volontaire des collectivités et de l'État en améliorant la vie des habitants et en appuyant le développement du territoire et de ses grands équipements.

Nous sommes au regret de constater que l'État ne semble plus s'intéresser qu'à la région parisienne et à l'attractivité internationale de la France, réduite à une image de marque et sans penser à ses citoyens. Notre population a besoin d'engagements respectés et suivis d'actes dans la politique de l'État pour les territoires. La politique gouvernementale, qui remet en cause la décentralisation, les politiques d'aménagement au service de l'égalité des territoires et le statut de la fonction publique va à rebours de l'histoire, nous faisant reculer d'un demi-siècle.

[...] Nous ne laisserons pas anéantir la Loire-Atlantique, la Région des Pays de la Loire et plus largement le Grand Ouest par des décisions destructrices au plan économique, social et humain. Soyez certains que nous contribuerons avec les collectivités, les citoyens, et l'ensemble des forces politiques disponibles à faire respecter notre territoire."

L'ensemble de la déclaration peut être lu sur [adecr44.fr](http://adecr44.fr)

## Et nos frères pourtant...

Mercredi 28 mars avait lieu la première initiative publique collective « travaillons ensemble 44 » sur le thème « migrants : dignité et solidarité ! Quelle politique de gauche ? » en présence de Marie-Christine Vergiat députée au parlement européen et membre de la délégation française du Front de Gauche/Alliance des Outre-mer.

La question des migrants est complexe car ce mot désigne des réalités bien diverses et la richesse des débats en atelier l'a bien démontrée. **Ce qui est en cause depuis plusieurs années ce n'est pas l'immigration intra-européenne ou celle des Etats-Unis qui représente la troisième population bénéficiaire de titre de séjour en Europe. Ce qui est en cause c'est l'arrivée de réfugiés venant du continent africain et du Moyen-Orient fuyant la guerre et la misère.** Ce sont eux qui font l'objet de rejet, encouragé par des discours populistes et/ou racistes. En France le projet de loi « asile-immigration » n'est pas à la hauteur des enjeux et son volet répressif fait de notre pays l'un des plus dur en la matière.

Il est difficile de résumer toutes les pistes évoquées lors de cette conférence débat qui fut rythmé également par des



témoignages de migrants présents sur notre agglomération. Cependant ce qui ressort de ces échanges, appuyés par l'expertise de M-C Vergiat, est que la problématique des migrants doit être déconstruite pour en revenir à une analyse de la situation réelle afin d'y apporter les réponses appropriées en termes de solidarité concrètes.

Que ce soit dans les mobilisations ou par l'action de leurs élus dans les institutions, les communistes comme toujours seront force de propositions pour que des décisions humaines et pérennes soient prises en faveur des réfugiés car comme l'a écrit Aragon, **se sont des étrangers mais nos frères pourtant...**

## Action pour la transition énergétique à Cordemais

Depuis la visite en janvier du sénateur communiste Fabien Gay dans le complexe industriel le long de l'estuaire de la Loire, de Saint-Nazaire à Nantes, les choses bougent... Dans la centrale thermique de Cordemais les salariés, avec leur syndicat CGT, ont élaboré un ensemble de propositions industrielles visant à la réalisation de la transition énergétique que les rejets à effets de serre rendent nécessaires. Diverses démarches du sénateur, mais bien sûr l'action même des salariés de Cordemais, ont un impact sur les instances politiques régionales puisque la Région annonçait récemment vouloir se saisir du dossier. Par contre le médiatique Nicolas Hulot, Ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire, interpellé par le sénateur communiste, reste silencieux : a-t-il d'autres ours à fouetter ? La centrale de Cordemais serait menacée de fermeture à l'horizon 2022.

Pourtant avec la production annuelle de 5000 tonnes de pellets (granulés), à partir de déchets verts, la centrale avancera dans cette transition énergétique. De plus est lancée une étude sur la captation du CO2 et sa transformation en méthane grâce à des micro-algues. Les atouts sont réunis pour l'avenir des 1500 emplois directs et indirects. Un mouvement de grève pour faire valoir ces perspectives a réuni les travailleurs de Cordemais le 29 mars.



## SOUSCRIPTION DEPARTEMENTALE

La fédération de Loire-Atlantique du PCF lance une nouvelle souscription financière, et fait de nouveau, appel à la solidarité des adhérent-e-s du PCF mais aussi, à toutes celles et ceux avec qui partagent avec nous des valeurs communes : la liberté, l'égalité des droits, la solidarité et la paix dans le monde. **La bataille financière que nous engageons n'est pas une petite affaire.** C'est ce qui permet à un parti révolutionnaire comme le notre de développer son activité, de mener la bataille idéologique indispensable face à la violence du capitalisme, de continuer de vivre et de se déployer en permettant l'expression de dizaines de milliers d'adhérents quand les autres partis bénéficient, à plein, de la générosité de donateurs fortunés. Le financement du parti communiste, c'est la capacité à produire ces milliers de gestes quotidiens, « du journal que l'on vend au matin d'un dimanche à l'affiche qu'on colle au mur du lendemain » chantés par Ferrat, à la mise en mouvement de la force militante qui est la notre.

**Nous disposons de toute la force nécessaire à la relance du parti communiste, à la reconstruction de la gauche, pour « ouvrir à nouveau les larges avenues par où passe l'homme libre pour construire une société meilleure » dont parlait Allende.** Je sais que nous y parviendrons ensemble, parce que nous sommes des combattants du quotidien, avec l'invincible espoir qui a toujours porté les communistes au rendez vous de l'Histoire. Les dons au PCF sont bien sûr déductibles d'impôts, 66% du montant de chaque don sera déduit de votre impôt sur le revenu.

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE :  
.....  
.....  
.....  
.....

TEL : .....

EMAIL : .....

JE VERSE LA SOMME DE ..... € A LA FEDERATION DU PCF DE LOIRE-ATLANTIQUE (Chèque à l'ordre de ADF44 - Déduction fiscale de 66%)

A retourner à PCF44 - 41 rue des olivettes - 44000 Nantes



**MOUVEMENT  
JEUNES  
COMMUNISTES  
DE FRANCE**

## La sélection à l'université, une jeunesse bernée !



Décembre 2017, la loi Vidal est adoptée pour soi-disant l'orientation et la réussite des jeunes. Pourtant la jeunesse se mobilise quelque temps après dans la rue. Alors pourquoi les jeunes se sentent-ils si attaqué-e-s, quels sont les enjeux de cette loi ?

Depuis des années, l'université est ouverte à tou-te-s les lycéen-ne-s obtenant le bac. Cependant aujourd'hui une sélection sera mise en place via la loi Vidal. Cette sélection se porte sur le dossier scolaire des jeunes voulant accéder à l'université. Le gouvernement rétorque que cela permettra de pouvoir départager les universitaires de manière plus juste (par rapport au tirage au sort) dans le cas où le nombre de demandes dans une filière seraient trop nombreuses par rapport aux places disponible dans cette dernière.

Implicitement quels sont les risques qu'engendre cette loi ? Pour commencer la loi donne tous pouvoirs au chef d'établissement en acceptant ou non les demandes des bacheliers ce qui signifie que cela peut créer de nombreuses inégalités. De plus cette loi fera de l'université un endroit réservé à l'élite, tout cela pour un manque de bancs à l'université. **Seulement n'oublions pas que cela est dû au fait que le budget de l'enseignement supérieur n'a pas augmenté et que depuis 2008 le budget par étudiant a diminué de 10%.**

Cependant pour éviter trop de refus à l'université, le gouvernement veut créer une licence de « mise à niveau » ce qui engendre de passer une licence non en trois ans mais en quatre années. Il ne faut pas oublier que les études supérieures sont longues et ne débouchent souvent pas sur un travail. **Cela peut décourager un grand nombre d'étudiant-e-s et peut également constituer une augmentation de la précarité étudiante.**



Cette mobilisation contre la loi Vidal prend de l'ampleur depuis quelques semaines notamment avec d'autres secteurs qui se mettent en grève ou manifestent sur d'autres propositions de loi, comme les travailleur-euses des EHPAD ou de la SNCF ou encore les gaziers.

Plusieurs Universités sont actuellement bloquées, notamment en solidarité avec les violences de Montpellier (des étudiant-es occupaient leurs facs la nuit avant de se faire déloger par une milice armée de bâtons et cagoulée avec l'aide du doyen de l'Université de Droit qui s'en félicitait avant de devoir démissionner devant les réactions de soutien aux étudiant-es blessé-es), mais aussi compte tenu de la prise de conscience massive des étudiant-es de devoir défendre la liberté d'étudier à l'Université pour les générations futures. **La lutte contre la sélection continue et la fin de l'année scolaire promet d'être mouvementée !**

## Hommages à Maurice Druais et Rosette Cabon

**Maurice Druais** nous a quittés. Maurice était l'image d'un homme simple et sincère. Ses convictions politiques, ses 68 années de fidélité à son parti, le Parti Communiste Français, c'était sa vie, sa raison d'être comme la lecture de son journal l'Humanité tous les matins jusqu'aux derniers moments de sa vie. Maurice nous a quittés après 92 années d'une vie riche, de partage et d'engagements profonds. Ses amis et camarades d'Indre lui ont témoigné leur amitié lors d'une cérémonie digne d'un homme respecté et écouté. La fédération, la section de la Basse-Loire et la rédaction des Nouvelles adresse à Ange, Christel, Pascal et Siegfried leurs plus sincères condoléances.

Nous avons aussi appris le décès de **Rosette Cabon**, une militante communiste de longue date, adhérente de la section de St Herblain qui s'en est allée à l'âge de 89 ans. Toute l'équipe des Nouvelles de Loire-Atlantique et la fédération du PCF présentent à sa famille et à ses proches ses condoléances les plus sincères.

**19 et 20 mai 2018**

## La fête des Nouvelles de Loire-Atlantique

**En être, et soutenir la fête des Nouvelles**  
Cette année la Fête Des Nouvelles se déroulera les 19 et 20 mai au parc paysager de Saint-Nazaire. Lieu de culture, de débat, de convivialité, **elle sera assurément au cœur des luttes de ce printemps !**  
Cheminots, étudiants, professionnels de la santé, salariés des magasins carrefour, retraités...



Le cercle des luttes contre les politiques libérales de Macron ne cesse de s'agrandir et si votre journal, les Nouvelles de Loire-Atlantique, se doit de leur donner de la visibilité, sa fête, à Saint-Nazaire, se devra de participer de ces combats ! Et c'est à cette grande fête des luttes, à cette grande fête des combats populaire que votre journal vous convie !

Cette fête familiale et populaire mêlant concerts, expositions, meetings, et débats politiques ne serait rien sans l'engagement des nombreux bénévoles qui lui donnent vie, comme elle ne serait rien sans votre soutien.

Dès maintenant, nous vous invitons à prendre votre bon de soutien à la fête auprès des différentes sections ou de la fédération du PCF.

Renseignements :  
PCF 44  
41 rue des Olivettes, 44000 Nantes  
Tel: 02.40.35.03.00  
<http://fete.nla44.fr>



Credit photos : Patrice MOREL

### «Nouvelles de Loire-Atlantique»

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU  
Commission paritaire : N°0320 P 11519  
Imprimerie : IMPRAM Lannion  
Composition : Clément CHEBANIER  
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU  
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00  
Fax : 02 40 48 56 36 E-mail : [redac.nla@orange.fr](mailto:redac.nla@orange.fr)  
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :



Gauthier LORTHIOIS  
André MAURICE  
Catherine GRAVOILLE

Pedro MAIA  
Véronique MAHE  
Jean-Marc NASSIET

Imprimé sur du papier produit en France à partir de 100 % de fibres recyclées. Ce papier fourni par UPM sous le numéro FI/011/001 est porteur de l'écolabel européen.  
Eutrophisation : 0,009 kg/tonne

### Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM : ..... PRENOM : .....  
ADRESSE : .....  
TEL: ..... EMAIL: .....

- Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
  - Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de .....€
- Chèque à l'ordre de PCF44  
A renvoyer à NLA - Bulletin d'abonnement, 41 rue des olivettes, 44000 NANTES